

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON



Montpellier, le 26 juin 2007

Direction Régionale
des Affaires Culturelles
Languedoc-Roussillon

Service régional de l'archéologie
Affaire suivie par : **Alain Chartrain**
Ligne directe : 04 67 02 32 72
N° : ACh/AG/07/1336

Monsieur ,

J'ai l'honneur de vous notifier, ci-joint, l'arrêté modificatif n° 07/224-7045 portant prescription archéologique, compte tenu des nouveaux éléments que vous nous avez transmis, concernant le projet d'aménagement, situé sur la commune de Boisseron, lieu-dit « cour historique du village ».

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le Directeur régional des affaires culturelles
le Conservateur régional de l'archéologie

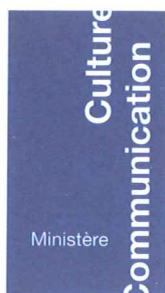


Jean-Pierre GIRAUD

P.J. : arrêté n° 07/224-7045

Société CPI PROMOTION
2 bis rue Gaultier de Rhumilly
80 000 AMIENS

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON



Direction Régionale
des Affaires Culturelles
Languedoc-Roussillon

Service régional de l'Archéologie
Affaire suivie par : A. CHARTRAIN
Téléphone : 04 67 02 32 72
N/Réf : ACH/AG/07/4336

ARRETE N°07/224-7045

**Le préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet du département de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur**

Vu le Livre V du Code du Patrimoine , titre II relatif à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 et notamment ses articles 14 et 17

Vu le dossier de la Société CPI Promotion – 80 Amiens, représenté par M. Rupp pour le projet de résidence au sein du cœur historique du village de Boisseron, secteur de l'ancienne église dite Rompue et d'une ancienne porte dans le rempart, cadastré AD 110, 124 à 129, 131 à 134, 189, 190, 193, 194, 198 à 200, 364 à 366, 541, 544, 630 à 632 ;

Vu le rapport de diagnostic archéologique faisant suite à prescription préfectorale et reçu de l'INRAP le 8 juin 2006 (ref. arrivée DRAC n° 1596) ;

Vu l'étude complémentaire portant sur le mur d'enceinte réalisée par la Sté agréée ACTER et remise le 6 octobre 2006 (ref. arrivée DRAC n° 2711) ;

Vu les différents échanges entre la Sté CPI, son maître d'œuvre M. Galligani-R. Garcia et le Service régional de l'archéologie concernant la préservation du site ;

Vu notamment le dossier CPI « Pièces complémentaires » en date de décembre 2006 et remis à la DRAC le 20 décembre 2006 sous le n° Arrivée DRAC/SRA 3433 qui donne forme aux engagements du maître d'ouvrage et contient un plan coté des fondations ainsi qu'une notice méthodologique;

Considérant que le diagnostic archéologique a révélé la présence d'une église médiévale, de vestiges de sépultures, portes, chemin caladé, carrières de pierres et bâtiments anciens sur ce secteur *intra-muros* adossé au rempart ;

Considérant que les travaux initialement prévus risquaient de porter atteinte à ces vestiges ;

Considérant l'importance de la surface de village médiéval concerné, la complexité des vestiges et l'intérêt qu'ils présentent pour l'histoire et la connaissance du phénomène villageois en Languedoc;

Considérant que la fouille archéologique n'est pas le seul moyen d'en assurer la conservation ;

Considérant que la recherche d'une compatibilité entre le projet édilitaire et la préservation du gisement a dégagé des solutions satisfaisantes ;

A R R E T E

Article 1 : Sont prescrites les modifications de la consistance du projet d'aménagement suivantes afin de rendre conciliable l'aménagement projeté et la conservation de l'entière du gisement de l'église Rompue et de la porte voisine qui devront être scrupuleusement observées :

- les sous-sols initialement prévus au projet ne seront pas réalisés,
- les bâtiments seront disposés au-dessus du gisement et porteront sur les fondations révisées lors des concertations avec la DRAC, telles que définies par le courrier DRAC-ACH/NA/06/1353 du 29 juin 2006 et telles que figurées en conséquence au dossier de « Pièces Complémentaires – CPI Promotion/Galligani-Garcia » remis à la DRAC le 20 décembre 2006
- les pieux de fondation et longrines respecteront en particulier les dimensions et positions figurées à ce dossier
- ces pieux ou puits seront chemisées sur toute la hauteur du dépôt archéologique soit en pratique jusqu'au rocher
- en dehors de ces pieux ou puits aucun affouillement, tranchée de réseau ni fondation ne pourra être inférieure à la cote NGF 26,96 m
- dans le secteur de la porte ancienne caladée, figuré sur le plan FO1 du 27/11/06 annexé au « Dossier de Pièces Complémentaires », les murs Nord et Sud seront conservés et le sol non décaissé
- enfin, les longrines impactant le sommet du mur d'enceinte ou de clôture situé côté rivière de Bénovie pourront être réalisées telles que figurées au « Dossier de Pièces Complémentaires » soumis à la DRAC et sous réserve d'une part d'un démontage pierre à pierre précédé d'un calepinage pierre à pierre d'échelle 1/1 réalisée sur une surface d'élévation de 1m2 centré sur chaque tête de poutre, d'autre part d'un démontage des parpaings de pierre effectué avec soin sans ni épaufrage des arêtes ni atteinte aux faces de parement, enfin sous réserve d'un remontage à l'identique, suivant calepinage et photo, observant les assises et proportion de l'appareil d'origine, remontage réalisé avec les parpaings originaux avec possibilité de sciage et d'ajustement autour des têtes de poutre ;

Article 2 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques de la situation du projet d'aménagement à Boisseron.

Article 3 : Le Directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Sté CPI Promotion et à la Mairie de Boisseron.

Fait à Montpellier, le 15 juin 2007

**Pour le Préfet de Région et par délégation
P/ le Directeur régional des affaires culturelles
Le Conservateur régional de l'archéologie**



Jean-Pierre Giraud

Copie :

- Préfecture de l'Hérault, recueil des actes
- . SDAP 34